

**décret fixant les modalités de participation des investisseurs
sénégalais dans les entreprises intervenant dans les activités pétrolières et
gazières et classement des activités de l'amont pétrolier et gazier dans les
régimes exclusif, mixte et non exclusif**

RAPPORT DE PRESENTATION

Les récentes découvertes d'hydrocarbures pétroliers et gaziers au Sénégal constituent un enjeu économique. Les retombées de ces dernières devraient profiter au peuple sénégalais, conformément à la Constitution qui confère à la population un droit de propriété sur les ressources naturelles dont l'exploitation contribuera à un développement économique favorable grâce à une croissance soutenue.

Toutefois, l'exploitation des ressources pétrolières et gazières nécessite des investissements conséquents dans l'importation d'équipements et les services nécessaires aux opérations pétrolières. Or, la pratique internationale en la matière a montré que lesdites importations des biens et services ne constituent pas une valeur ajoutée conséquente dans l'économie locale notamment au niveau des facteurs de production locaux.

Fort de ce constat, l'État du Sénégal a entièrement consacré le contenu local en une loi n° 2019-04 du 1^{er} février 2019 aux fins d'augmenter la valeur ajoutée locale et la création d'emplois dans l'intégralité de la chaîne de valeur pétrolière et gazière grâce au développement de l'expertise nationale, des biens et service locaux, dans l'objectif d'accroître le développement des entreprises locales tant au niveau national, qu'international.

Ainsi la loi précitée et son présent décret d'application visent à favoriser et encadrer la participation directe ou indirecte des investisseurs au capital des entreprises intervenant dans les activités pétrolières et gazières portant sur l'amont.

Par ailleurs, la participation au capital des entreprises intervenant dans les activités pétrolières et gazières est ainsi déterminée selon une classification desdites activités en trois régimes :

- le régime exclusif vise les activités dont l'exploitation est exclusivement réservée aux entreprises locales ;
- le régime mixte concerne les activités qui nécessitent une co-entreprise entre les entreprises locales et étrangères et ;
- le régime non-exclusif instaure une concurrence libre entre entreprises locales et étrangères dans les activités à faible potentiel de contenu local.

La classification des activités pétrolières et gazières selon les régimes susmentionnés dont le tableau est annexé au présent décret, vise essentiellement à réglementer les importations des biens et services dans l'optique de maximiser la part de valeur ajoutée pour le secteur privé national.

Le présent projet de décret comprend deux (2) chapitres :

- le chapitre premier porte sur les modalités de participation des investisseurs sénégalais dans les entreprises intervenant dans les activités pétrolières et gazières.
- le second chapitre traite de la classification des activités de l'amont pétrolier et gazier dans les régimes exclusif, mixte et non exclusif

Telle est l'économie du présent décret.

REPUBLIQUE DU SENEGAL

Un Peuple – Un But – Une Foi

Projet de Décret n° 2020-2065

fixant les modalités de participation des investisseurs sénégalais dans les entreprises intervenant dans les activités pétrolières et gazières et classement des activités de l'amont pétrolier et gazier dans les régimes exclusif, mixte et non exclusif

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

- VU la Constitution ;
- VU la loi n° 2019-04 du 01 février 2019 relative au contenu local dans le secteur des hydrocarbures ;
- VU la loi n° 2019-03 du 1^{er} février 2019 portant Code pétrolier ;
- VU la loi n° 2020-06 du 7 février 2020 portant Code gazier ;
- VU le décret n° 2016-1542 du 03 Août 2016 portant création et fixant les règles de fonctionnement du Comité d'Orientation Stratégique du Pétrole et du Gaz (COS-PETROGAZ) ;
- VU le décret n° 2019-1819 du 02 novembre 2019 fixant la composition du gouvernement ;
- VU le décret n° 2019-1841 du 07 novembre 2019 relatif aux attributions du Ministre du Pétrole et des Énergies ;
- VU le décret n° 2019-910 du 15 mai 2019 portant répartition des services de l'État et du contrôle des établissements publics, des sociétés nationales et des sociétés à participation publique entre la Présidence de la République, le Secrétariat général du gouvernement et les ministères, modifié ;
- VU le décret n° 2020-791 du 19 mars 2020 relatif au Registre des Bénéficiaires Effectifs ;

SUR rapport du Ministre du Pétrole et des Énergies,

DECRETE :

Article premier.- Le présent décret a pour objet de fixer les modalités de participation des investisseurs sénégalais dans les entreprises intervenant dans les activités pétrolières et gazières et d'établir le classement de ces activités dans les régimes exclusif, mixte et non exclusif, en application de la loi n°2019-04 du 01 février 2019 relative au contenu local dans le secteur des hydrocarbures.

CHAPITRE PREMIER : Des modalités de participation des investisseurs sénégalais dans les entreprises intervenant dans les activités pétrolières et gazières

Article 2. - Définitions

Au sens du présent décret, on entend par :

- activité relevant du régime exclusif : activité de fourniture de biens et services que le secteur privé national est en mesure de réaliser immédiatement dans le respect des normes et standards de l'industrie pétrolière ;
- activité relevant du régime mixte : activité liée directement ou indirectement aux opérations pétrolières et gazières exigeant un niveau important de maturité technologique et d'expertise spécialisé, que le secteur privé national pourrait réaliser immédiatement en partenariat avec une entreprise étrangère ;
- activité relevant du régime non exclusif : activité liée directement ou indirectement aux opérations pétrolières et gazières, que le secteur privé national n'est pas en mesure de réaliser immédiatement dans le respect des normes et standard de l'industrie pétrolière ;
- contrôle d'une entreprise : lorsqu'une personne physique ou morale :
 - o détient directement ou indirectement par personne interposée, plus de la moitié des droits de vote d'une entreprise ; ou
 - o dispose de plus de la moitié des droits de vote d'une entreprise en vertu d'un accord ou d'accords conclus avec d'autres associés de cette entreprise.

Article 3. - Des entreprises de droit sénégalais

Les entreprises intervenant comme sous-traitant, prestataire de service ou fournisseur dans les activités de l'amont pétrolier et gazier sont des entreprises de droit sénégalais immatriculées au Registre du Commerce et du Crédit mobilier.

Ces entreprises effectuent la déclaration relative aux bénéficiaires effectifs.

La participation des investisseurs sénégalais dans le capital des entreprises de droit sénégalais ainsi constituées, conformément à l'article 8.3 de la loi n°2019-04 du 01 février 2019 relative au contenu local dans le secteur des hydrocarbures, est définie selon le régime de l'activité en question. Toutefois, des entreprises étrangères peuvent intervenir comme sous-traitants, prestataires de services ou fournisseurs sans constituer une société de droit sénégalais lorsque :

- toutes les activités de l'entreprise au Sénégal sont classées dans le régime non-exclusif ;
- les prestations de l'entreprise se déroulent sur une durée cumulée inférieure ou égale à douze (12) mois sur les deux dernières années calendaires.

Article 4.- De la prise de participation au capital social des sociétés intervenant dans le régime exclusif

Le capital social des sociétés dont les activités sont classées en régime exclusif est détenu à hauteur de 51%, au minimum, par des personnes physiques de nationalité sénégalaise ou par des personnes morales contrôlées par des personnes physiques de nationalité sénégalaise.

De plus, la direction de ces sociétés est assurée à plus de 80% par des personnes physiques de nationalité sénégalaise, le personnel travaillant dans ces entreprises étant aussi composé de personnes physiques de nationalité sénégalaise à hauteur de 51% au minimum.

Les entreprises répondant à la totalité des critères énumérés aux alinéas 1 et 2 de l'article 3 du présent décret sont qualifiées d'entreprises locales.

Article 5.- De la prise de participation au capital social des sociétés intervenant dans le régime mixte

Les entreprises étrangères souhaitant exercer une activité classée dans le régime mixte constituent une association sous forme de société de droit sénégalais avec une entreprise locale, conformément à l'alinéa 3 de l'article 8.4 de la loi n°2019-04 du 01 février 2019 relative au contenu local dans le secteur des hydrocarbures.

Les modalités de constitution de ces associations sont encadrées par une ligne directrice du Comité National de Suivi du Contenu Local (CNSCL). Le capital de la société ainsi créée est détenu à hauteur minimale de 5% par une entreprise locale. Ce taux de participation des entreprises sénégalaises au capital des sociétés intervenant dans le régime mixte est révisé par le Comité national de suivi du contenu local (CNSCL), en fonction de la révision périodique du tableau de classification des activités dans les régimes exclusif et mixte, défini à l'article 10 du présent décret.

CHAPITRE II.- De la classification des activités de l'amont pétrolier et gazier dans les régimes exclusif, mixte et non exclusif

Article 6.- Des activités relevant du régime exclusif

Toute activité de fourniture de biens et services que le secteur privé national est en mesure de réaliser immédiatement dans le respect des normes et standards de l'industrie pétrolière est considérée comme relevant du régime exclusif.

Afin de réduire l'importation de biens et services disponibles localement, conformément à l'esprit de la loi sur le contenu local, les entreprises locales telles que définies à l'article 3 du présent décret, sont autorisées à participer aux appels d'offres relatifs à une activité classée dans le régime exclusif.

Article 7.- De l'exclusivité de l'exploitation économique de certaines activités

L'État se réserve le droit d'identifier des activités ou des services pour lesquelles il attribue des autorisations d'exploitation économique exclusives à des entreprises ou associations d'entreprises identifiées, sous réserve d'une garantie de qualité du service et d'un encadrement des prix, conformément à l'alinéa 2 de l'article 8.4 de la loi n° 2019-04 du 01 février 2019 relative au contenu local dans le secteur des hydrocarbures.

La décision d'autoriser l'exploitation économique exclusive d'une activité doit être motivée par des objectifs économiques et stratégiques dans le but de garantir l'intérêt général.

L'exploitation économique exclusive d'une activité ou d'un service est conférée par décret, après avis du Comité National de Suivi du Contenu Local (CNSCL).

Les activités de ces entreprises ou associations d'entreprises font l'objet d'un suivi par le Secrétariat technique du Comité National de Suivi du Contenu Local (CNSCL).

Article 8.- Des activités relevant du régime mixte

Relève du régime mixte, toute activité liée directement ou indirectement aux opérations pétrolières et gazières et exigeant un niveau élevé de connaissances spécialisées et de capitaux.

Les entreprises participant aux appels d'offres pour une activité classée dans le régime mixte devront former une association avec une entreprise locale, conformément aux modalités fixées par l'article 4 du présent décret.

La société étrangère intervenant dans ce régime est soumise aux obligations de transfert de compétences, de technologies et de savoir-faire conformément aux conditions et modalités décrites par le Comité National de Suivi du Contenu local (CNSCL).

Les contractants, sous-traitants, prestataires de services et fournisseurs emploient en priorité du personnel sénégalais lorsque celui-ci dispose des compétences requises pour les activités relevant de cette catégorie.

Article 9.- Des activités relevant du régime non exclusif

Relève du régime non exclusif, toute activité liée directement ou indirectement aux opérations pétrolières et gazières et que le secteur privé national n'est pas en mesure de réaliser immédiatement dans le respect des normes et standards de l'industrie pétrolière.

Toutes les activités relevant de la catégorie du régime non-exclusif sont ouvertes à la libre concurrence entre entreprises étrangères et entreprises locales.

Article 10.- Des emplois non qualifiés

Conformément à l'article 7 de la loi n°2019-04 du 01 février 2019, les emplois non qualifiés sont attribués en priorité aux résidents des communautés locales ou de celles avoisinant les lieux où se déroulent les activités pétrolières et gazières.

Article 11.- Du tableau de classification des activités

Le tableau de classification des activités par régime est annexé au présent décret. Seules les activités relevant du régime exclusif et mixte font l'objet de classification, les activités non classées étant considérées comme relevant du régime non-exclusif. Cette classification est revue périodiquement par le Secrétariat technique du CNSCL pour tenir compte de l'évolution de l'industrie pétrolière et gazière et des capacités du secteur privé national.

Article 12.- Du respect et du contrôle des prescriptions de la classification

Le tableau de classification précise pour chaque activité, les exigences minimales relatives à la composition du personnel et à l'actionnariat du capital social.

Les entreprises sont tenues au strict respect de ces prescriptions.

La classification des activités est publiée sur la plateforme électronique de mise en relation.

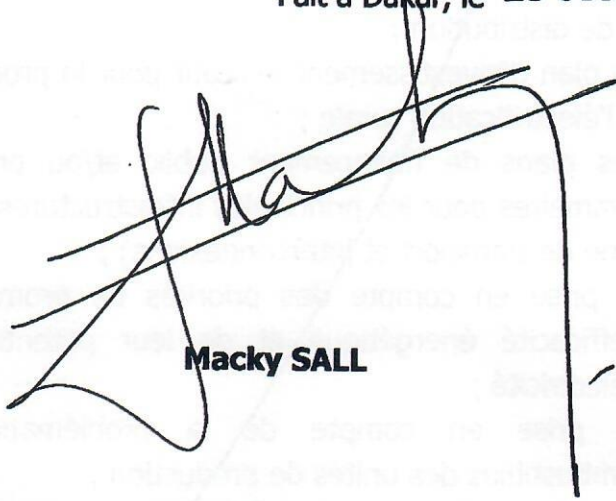
Le CNSCL est chargé d'assurer le respect des exigences de la classification à travers ses diligences de contrôle telle que définie dans le décret relatif au CNSCL et à la plateforme électronique de mise en relation.

Article 13.- Du non-respect de la classification

Toute violation des exigences de la classification ne faisant pas l'objet d'une autorisation préalable du CNSCL est considérée comme fait répréhensible et expose à des sanctions, conformément aux dispositions du chapitre VII du décret relatif au CNSCL et à la plateforme de mise en relation.

Article 14.- Le Ministre Secrétaire général de la Présidence et le Ministre du Pétrole et des Energies sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel.

Fait à Dakar, le **28 octobre 2020**



Macky SALL

